



<p>ACTE D'ENGAGEMENT (A.E.)</p>

**Marché de prestations de services de sécurité - incendie de la Cité de la musique -
Philharmonie de Paris.**

**Marché passé selon une procédure d'appel d'offres ouvert, en application de l'article 67
du décret n° 2016 - 360 du 25 mars 2016, modifié.**

ENTRE :

LA CITE DE LA MUSIQUE - PHILHARMONIE DE PARIS, Etablissement public à caractère industriel et commercial,
domicilié : 221, avenue Jean Jaurès - 75935 PARIS Cedex 19, représenté par son Directeur Général,
Monsieur Laurent BAYLE,
SIRET N° 391 718 970 00026
Code APE 9004Z
TVA IC FR79391718970

ci-après dénommée « l'Exploitant »

ET :

.....
..... au capital de €
dont le siège social sis :
SIRET n °
Code APE :
Représentée par
Agissant en qualité de

ci-après dénommée « le Titulaire »

ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché concerne les prestations de services de sécurité - incendie et la gestion des postes centraux de sécurité- incendie situés dans les bâtiments de la Cité de la musique et de la Philharmonie.

ARTICLE 2 : MONTANT DU MARCHÉ

Le marché comprend :

- une partie de prestations traitée à prix global et forfaitaire annuel
- une partie à bons de commande établis mensuellement selon les besoins ponctuels de l'Exploitant (programmation et/ou d'évènements).

Les prestations traitées à prix global et forfaitaire seront réglées selon la DPGF jointe en annexe.

Les prestations traitées à bons de commande seront réglées par application des prix unitaires définis dans le Bordereau des Prix Unitaires (BPU) qui figure au présent marché.

ARTICLE 3 : PRIX

Le mois d'établissement des prix est le mois de : octobre 2017

Montant HT global et forfaitaire annuel : €
T.V.A. 20 % : €
TOTAL T.T.C. : €

Soit en toutes lettres :
.....T.T.C.

ARTICLE 4 : VARIATION DANS LES PRIX

Les prix sont fermes et nets, révisés annuellement à partir de la 2^{ème} année, en cas de reconduction.

Ils sont réputés établis sur la base de conditions économiques en vigueur au mois d'établissement des prix (octobre 2017).

Ce mois de référence est appelé « Mois zéro » (Mo).

Il sera fait application de la formule de révision ci-dessous :

$$P = P0 [0.125 + 0.875 (S/S0)]$$

Formule dans laquelle :

P : est le nouveau prix de règlement des prestations.

P0 : est le prix de base de règlement, figurant au marché.

S : est la valeur du dernier indice connu INSEE S801001 «CPF 80.10 - service de sécurité privée non compris transport de fond – base 2010 - 001664525» paru à l'INSEE au mois de janvier de l'année objet de la révision ou tout autre indice qui lui serait substitué à cette date.

S0 : est la valeur du même indice connu au mois « Mo » : 108,8.

Clause butoir : La variation des prix résultant de l'application de la formule de révision sera limitée à une augmentation de 2 % maximum pour 12 mois d'exécution.

ARTICLE 5 : DUREE DE VALIDITE DU MARCHE

Le contrat prend effet pour une durée de 1 an à compter du 1^{er} janvier 2018.

Il se renouvellera par tacite reconduction pour une période de 1 an, sauf dénonciation, par l'une ou l'autre des parties, par lettre recommandée avec accusé de réception, quatre mois au moins avant l'expiration de la période en cours lors de la dénonciation.

La durée contractuelle totale, périodes de reconduction comprises, ne pourra excéder 4 ans.

Aux fins d'assurer la poursuite des services dans les meilleures conditions possibles, il est convenu que le Titulaire acceptera pendant les trois derniers mois précédant le terme du présent contrat la présence éventuelle d'un nouveau prestataire sans rémunération complémentaire.

ARTICLE 5 : NOTIFICATION DU MARCHE

La date de notification du marché est la date de réception par le prestataire d'un exemplaire du marché signé des deux parties.

ARTICLE 6 : SOUS-TRAITANCE

6.1 Sous-traitance avant la passation du marché

La demande d'acceptation des sous-traitants et d'agrément de leurs conditions de paiement figurant à l'annexe 1 au présent Acte d'engagement indiquent la nature et le montant des prestations que le titulaire envisage de faire exécuter par des sous-traitant, les noms de ces sous-traitants et les conditions de paiement des contrats des sous-traitance.

Le montant des prestations sous-traitées indiqué dans chaque annexe de sous-traitance constitue le montant maximal de la créance que le sous-traitant concerné pourra présenter en nantissement ou céder sous autre forme.

Chaque annexe de sous-traitance constitue une demande d'acceptation du sous-traitant concerné et d'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance, demande qui est réputée prendre effet à la date de notification du présent marché. Cette notification emporte acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance.

Le montant total des prestations que le titulaire envisage de sous-traiter conformément à ces demandes est de :

Sous-traitants	Nature des prestations	Montant sous-traités en € TTC

6.2 Sous-traitance envisagée au cours de l'exécution du marché

En outre, le tableau ci-après indique la nature et le montant des prestations que le titulaire envisage de faire exécuter par des sous-traitants après avoir demandé en cours d'exécution leur acceptation et l'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance les concernant à l'exploitant :

Sous-traitant	Nature des prestations	Montant sous-traités en € TTC

ARTICLE 7 : NANTISSEMENT OU CESSION DE CREANCE

Le montant maximal de la créance que le titulaire pourra présenter en nantissement ou céder est ainsi de €

Montants du marché € TTC	Montants céder	Montant maximum du nantissement en € TTC

ARTICLE 8 : PAIEMENTS

Les prestations sont réglées mensuellement suivant les modalités définies au CCAP :

- les prestations traitées à prix global et forfaitaire annuel, objet du marché, seront réglées à terme échu, mensuellement. Chaque acompte mensuel correspond à 1/12^{ème} du montant annuel de la part globale et forfaitaire du marché.
- Les prestations de la part à commande seront réglées après réalisation des prestations définies dans chaque bon de commande, sur présentation d'une facture détaillée.

Le délai global de paiement est fixé contractuellement à 60 jours à compter de la date de réception la facture conforme à la législation en vigueur, acceptée sans réserve par la cité de la musique.

Tout dépassement du délai maximum précité devra donner lieu à versement d'intérêts moratoires par Cité de la musique - Philharmonie de Paris. Le taux des intérêts moratoires est le taux d'intérêt légal en vigueur en France à la date à laquelle les intérêts ont commencé à courir, majoré de deux points. Les intérêts moratoires ne sont pas soumis à la TVA, mais ils sont appliqués au montant des sommes dues sur la facture, y compris la TVA.

La Cité de la Musique - Philharmonie de Paris se libèrera des sommes dues au titre du présent marché en faisant porter le montant au crédit de :

TITULAIRE DU COMPTE :
NOM DE LA BANQUE :
AGENCE DE :
IBAN :
BIC :

ARTICLE 9 : COMPTABLE ASSIGNATAIRE DES PAIEMENTS

L'agent comptable de la Cité de la Musique - Philharmonie de Paris.

ARTICLE 10 : RESILIATION ANTICIPEE – REDUCTION D'ACTIVITE

10.1 : Inexécution fautive.

Le présent contrat pourra être résilié par anticipation, par l'une ou l'autre des parties, en cas d'inexécution de l'une quelconque des obligations y figurant et/ou de l'une quelconque des obligations inhérentes à l'activité exercée.

Sauf stipulations contraires du présent contrat prévoyant une résiliation immédiate lorsqu'il n'est pas possible de remédier au manquement, la résiliation anticipée interviendra un mois après une mise en demeure signifiée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception à la partie défaillante, indiquant l'intention de faire application de la présente clause résolutoire expresse, restée sans effet.

10.2 : Réduction d'activités

La Cité de la musique - Philharmonie de Paris peut notifier au contractant une réduction de ses activités consécutive à un événement l'empêchant de poursuivre normalement ses activités (ex : grippe A, fermeture administrative, grève, incident technique, occupation des locaux par des personnes extérieures à l'établissement etc.). Dans ce cas, la Cité de la musique - Philharmonie de Paris en informe le contractant par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception. Dans cette lettre, la Cité de la musique - Philharmonie de Paris propose au contractant de fixer une réunion afin d'étudier ensemble une nouvelle organisation temporaire des équipes.

Lorsque l'évènement en question cesse, la Cité de la musique - Philharmonie de Paris informe immédiatement le contractant par lettre recommandée avec accusé de réception, et le présent contrat reprend son exécution normale. Si cet évènement se poursuit, La Cité de la musique - Philharmonie de Paris et le contractant se rencontrent pour décider de la poursuite ou non du présent contrat.

En toute hypothèse, le contractant ne peut prétendre à aucune indemnité à quelque titre que ce soit.

ARTICLE 11 : CONSEQUENCES DE LA CESSATION DU CONTRAT

La cessation du présent contrat, pour quelque cause que ce soit, et notamment en cas de résiliation anticipée, entraînera les conséquences suivantes :

- a) La Cité de la musique - Philharmonie de Paris réglera immédiatement toutes les sommes restant dues au contractant au titre du présent contrat.
- b) Le contractant remettra immédiatement à la Cité de la musique - Philharmonie de Paris toutes les documentations techniques appartenant à ce dernier.
- c) Un inventaire contradictoire des lieux au jour de la cessation effective des interventions du contractant sera dressé entre les parties qui en conserveront chacune un exemplaire original.

ARTICLE 12 : GARANTIE DE CONTINUITE DE LA PRESTATION

Si pour une raison quelconque indépendante d'une défaillance de la Cité de la musique - Philharmonie de Paris, le contractant était dans l'impossibilité momentanée d'exécuter ses obligations, la Cité de la musique - Philharmonie de Paris aura la faculté de s'adresser à d'autres prestataires. Dans cette hypothèse, le Contractant supportera le supplément de charge que le recours aux tiers pourrait imposer à la Cité de la musique - Philharmonie de Paris.

ARTICLE 14 : LITIGES

Toute difficulté dans l'interprétation ou l'exécution du présent marché, qui ne pourrait être surmontée d'un commun accord, sera soumise à la juridiction administrative de Paris.

Fait en deux exemplaires originaux
Signature du candidat précédée de la mention
manuscrite « Lu et approuvé » et du cachet de la
société :

A Paris,

Le 2017

Le Directeur Général de la Cité de la Musique -
Philharmonie de Paris

Monsieur Laurent BAYLE

Le Contrôleur Général
Visa n°
Le